

Le président Kennedy : les quatre puissances atomiques ont la stricte obligation d'empêcher la dissémination des armes nucléaires

Washington, 27 juillet (A.P.). — Le président Kennedy a notamment déclaré hier soir au cours de son allocution radiotélévisée : « Je vous parle ce soir dans un sentiment d'espoir. Il y a dix huit ans, l'apparition des armes nucléaires a modifié la physionomie du monde, ainsi que celle de la guerre. Depuis cette époque, l'humanité entière a lutté pour échapper aux sombres perspectives d'une destruction massive. »

» Pour la première fois, un accord a été conclu pour placer sous un contrôle international les forces de destruction nucléaire — objectif recherché pour la première fois en 1946, lorsque Bernard Baruch a proposé notre vaste plan aux membres des Nations unies.

Aucun autre accord pour le moment

Après avoir rappelé les limites du traité, l'orateur dit encore :

« Ce traité n'est pas l'événement du siècle. Il ne résoudra pas tous les conflits, il n'amènera pas les communistes à renoncer à leurs ambitions et il n'éliminera pas les dangers de guerre. Il ne réduira pas la nécessité pour nous d'avoir des armes, ou des alliés, ou des programmes d'assistance à d'autres pays. Mais c'est un premier pas important, un pas vers la paix, un pas vers la raison, un pas qui nous éloigne de la guerre. »

» Voici ce que cela peut signifier pour vous, pour vos enfants et vos voisins.

« Tout d'abord, ce traité peut être un pas vers une réduction des tensions dans le monde, et vers de plus larges domaines d'entente. Les entretiens de Moscou n'ont abouti à aucun autre accord, sur un sujet quelconque, et ce traité ne comporte aucune condition dans un autre domaine quelconque. »

« Le sous-secrétaire d'Etat Harriman « nettement fait savoir que tout accord de non-agression exigerait que nos alliés soient pleinement consultés, et que leurs intérêts soient entièrement pris en considération. Il a aussi exprimé clairement notre vive préférence pour un traité plus large interdisant toutes les expériences, et notre espoir final d'un désarmement général et complet. Mais le gouvernement soviétique se refuse toujours à accepter l'inspection qu'exige un tel objectif. »

» Nul ne peut prédire avec certitude, par conséquent, quel accord éventuel pourra être établi sur les bases de celui-ci. Un tel accord pourrait comporter des contrôles sur les préparatifs d'une attaque-surprise, ou sur l'importance et les types d'armements. Il pourrait y avoir de nouvelles limitations de la dissémination des armes nucléaires. La chose importante, c'est que les efforts se poursuivront pour parvenir à un nouvel accord. »

» Aujourd'hui ou demain, une guerre qui conduirait à une conflit nucléaire, ne ressemblerait à aucune autre guerre dans l'histoire. Une guerre nucléaire totale durant moins de soixante minutes, avec les armes existant actuellement, pourrait anéantir plus de trois cents millions d'Américains, d'Européens et de russes, de même qu'un nombre indéterminé de personnes dans le reste du monde. Et les survivants, comme le président Nikita Khroutchev l'a dit aux communistes chinois, « envieraient les morts », car ils hériteraient d'un monde à ce point dévasté par les explosions, le poison et le feu, que nous ne pouvons même pas imaginer aujourd'hui toutes ces horreurs. Aussi, écartons le monde de la guerre. Profitons donc au maximum de cette occasion, de toutes ces occasions, pour réduire la tension, réduire la périlleuse course aux armements et arrêter le monde sur la pente de l'annihilation finale. »

» En second lieu, ce traité peut contribuer à libérer le monde des craintes et des dangers des retombées radioactives. (...) »

» Une poursuite des essais sans restriction par les puissances nucléaires, auxquelles se joindraient d'autres pays peut-être moins enclins à limiter la pollution atmosphérique, contamineraient de plus en plus l'air que nous devons tous respirer. (...) »

Ce que signifie la bombe

« En troisième lieu, ce traité peut contribuer à empêcher la dissémination des armes nucléaires, dans des pays qui ne les possèdent pas encore. Au cours des quelques prochaines années, en dehors des quatre puissances nucléaires actuelles, un petit nombre, mais un nombre significatif, de pays, disposeront des ressources intellectuelles, matérielles et financières leur permettant de fabriquer à la fois des armes nucléaires et les moyens de les transporter. Par la suite, estime-t-on, de nombreux autres pays auront, soit ces possibilités, soit d'autres moyens de se procurer des ogives nucléaires, de même que l'on peut aujourd'hui acheter des fusées (...). »

» Si une seule bombe thermique nucléaire devait être lâchée sur quelque ville américaine, russe ou autre — qu'elle soit lâchée par

accident ou à dessein, par un fou ou par un ennemi, par un grand ou un petit pays, d'un point quelconque du globe — cette unique bombe pourrait déclencher, sur les habitants de cette ville sans défense, une force de destruction si grande que toutes les bombes lancées pendant la seconde guerre mondiale.

« Ni les Etats-Unis, ni l'Union soviétique, ni le Royaume-Uni, ni la France, ne peuvent envisager ce jour avec indifférence. Nous avons la stricte obligation — les quatre puissances nucléaires ont la stricte obligation — d'utiliser le temps qui peut rester à empêcher la dissémination des armes nucléaires, à persuader les autres pays de ne pas expérimenter, transférer, acquérir, posséder ni produire de telles armes. »

« Le traité peut permettre de déclencher cette campagne. Il prévoit qu'aucune des parties n'aidera d'autres pays à effectuer des expériences dans les domaines interdits. Il ouvre la porte à de nouveaux accords sur le contrôle des armes nucléaires, et il est ouvert à la signature de tous les pays. Car il sert les intérêts de tous les pays — et nous savons déjà qu'un certain nombre de pays désirent se joindre rapidement à nous. »

» En quatrième et dernier lieu, ce traité peut limiter la course aux armes nucléaires par des moyens qui, finalement, renforceront notre sécurité nationale, bien plus que la poursuite d'essais sans restrictions. Car dans le monde d'aujourd'hui la sécurité d'un pays ne s'accroît pas toujours dans la mesure où ses armements s'accroissent, si son adversaire fait de même. Et une concurrence sans limites, dans l'expérimentation et la mise au point de nouveaux types d'armes nucléaires destructrices, ne rendra pas le monde plus sûr, pour l'un ou l'autre camp. »

» Avec ce traité limité d'autre part, les expériences d'autres pays ne pourront jamais suffire pour supprimer la possibilité, pour nos forces stratégiques, de nous oppo-

ser ou de survivre à une attaque nucléaire, ni d'attaquer et de détruire le pays d'un agresseur. Nous avons, et avec ce traité nous continuerons d'avoir toute la puissance nucléaire dont nous avons besoin...

Des violations improbables

» Il est également vrai, comme le reconnaît M. Khroutchev, que les pays ne peuvent se permettre, dans ces questions, de se remettre simplement à la bonne foi des adversaires. Nous n'avons donc pas omis le risque de violations secrètes [...]

» Mais ce serait une erreur de croire que ce traité sera rapidement rompu. Les bénéfices tirés d'essais illégaux sont visiblement faibles, en comparaison de leur prix et du danger d'être découverts, et les pays qui ont paraphé ce traité et qui le signeront, le préféreront à mon avis à des expériences sans restrictions dans leur intérêt même. »

Autant que nous puissions juger, cette interdiction limitée des expériences est beaucoup plus sûre pour les Etats-Unis, qu'une course illimitée aux armes nucléaires. Pour toutes ces raisons, j'espère que le pays approuvera rapidement ce traité d'interdiction limitée des expériences. [...]

» La lutte habituelle entre le choix et la contrainte, les lieux habituels de danger et de conflit sont toujours là : à Cuba, dans le Sud-Est asiatique, à Berlin et dans le monde entier, et ils réclament toujours toute la force et toute la vigilance dont nous pouvons faire preuve. Rien ne pourrait porter plus gravement atteinte à notre cause que si, nous et nos alliés, nous allions croire que la paix est déjà réalisée et que notre puissance et notre unité ne sont plus nécessaires. »

» Mais maintenant, pour la première fois depuis de nombreuses années, la voie de la paix est peut-être ouverte. »

— Le président Kennedy a accepté vendredi la démission de son ministre des postes, M. Edward Day, qui désire réintégrer le secteur privé. — (Reuter.)